

# LA DEUXIEME GUERRE DU CONGO: PLUS QU'UNE REEDITION<sup>1</sup>

par Filip Reyntjens

## Abstract

The coming to power of Laurent-Désiré Kabila in 1997 has been the result of the combination of two factors: the virtual disappearance of the Zairean state and its army, and the operation of a formidable regional coalition aiming at the overthrow of Mobutu. All actors reasoned in the logic of “the enemy of my enemy is my friend”; this was, therefore, a conjunctural and inherently fragile alliance. Contrary to the expectations of his Eastern sponsors (Uganda, Rwanda, Burundi), Kabila proved unable to deliver the goods, in particular those related to their security concerns. Furthermore, as Kabila was forced to practice a “duty of ingratitude” toward his erstwhile allies for reasons of domestic legitimacy, relations deteriorated rapidly. This eventually led to the start of a new rebellion backed by the Eastern neighbours in August 1998. However, because of dramatically shifting alliances, the new war turned out to be much more than just a remake of the previous one. This “first African world war” again makes Congo into the battleground where military actors wage their wars extraterritorially and where economic interests seize the opportunities offered by instability. The Great Lakes region’s ethnic bipolarity has extended over a much larger part of the continent. External forces (“the international community”) are passive and impotent, faced as they are with local, national and regional actors who set the agenda. Finally, even if the Congo were to re-emerge as a state and a coherent polity, seven of its nine immediate neighbours are endemically or acutely unstable. Unless they all find domestic political solutions to their domestic problems, regional stability is unlikely in the foreseeable future.

## 1. INTRODUCTION

La guerre qui amena Laurent-Désiré Kabila et son *Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre* (AFDL) au pouvoir en mai 1997 ne peut être considérée isolément. Les événements de 1996-7 se situaient dans le contexte plus large de trois conflits, qui -bien que non reliés intrinséquement- avaient eu tendance à fusionner depuis quelques années: le conflit des Grands Lacs, qui a été le plus visible immédiatement, et les guerres civiles soudanaise et angolaise. La proximité géographique de ces foyers d'instabilité et le jeu des alliances objectives (dans lequel tous les acteurs raisonnent en termes de 'l'ennemi de mon ennemi est mon ami'), ont imbriqué ces conflits les uns dans les autres, ouvrant ainsi la perspective de l'émergence d'une zone de guerre s'étendant de Luanda jusqu'à Asmara. Le Zaïre, tel qu'il

---

<sup>1</sup> Ce texte est une traduction d'un article paru en anglais dans *African Affairs*, 1999, N°2 .

était alors, faisait la jonction entre ces zones pour deux raisons. D'abord, l'Etat zaïrois avait virtuellement disparu, laissant ainsi un 'trou béant' avec des frontières perméables, pratiquement sans armée ni administration nationales, des communications très faibles entre le centre et la périphérie et entre les périphéries, une économie essentiellement informalisée. Ensuite, le régime Mobutu était impliqué dans les guerres des voisins: il soutenait le gouvernement de Khartoum dans sa guerre contre la rébellion sud soudanaise, qui était à son tour appuyée par les Etats-Unis, l'Ouganda, l'Ethiopie et l'Erythrée; le territoire zaïrois servait comme base arrière aux attaques de mouvements armés contre l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi; et le soutien offert par Mobutu au mouvement rebelle angolais UNITA n'avait pas cessé avec l'accord de paix de 1994 de Lusaka.

Dès lors, le changement de régime au Congo-Zaïre a été la résultante du concours de deux facteurs: d'une part, l'extrême faiblesse des Forces Armées Zaïroises (FAZ), qui n'étaient qu'à l'image de l'état effondré; d'autre part l'action d'une formidable coalition régionale en faveur de la rébellion de Kabila. Cinq des neuf voisins immédiats du Zaïre ont activement contribué à la chute du régime Mobutu: ce n'est pas une coïncidence si les présidents de l'Angola, du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda et de la Zambie étaient présents lors de l'inauguration du président Kabila le 29 mai 1997<sup>2</sup>. Ceci était bien sûr une alliance conjoncturelle et de là fragile qui courait le risque de perdre son ciment une fois que l'objectif commun - la chute de Mobutu - était atteint. Ceci est exactement ce qui arriva.

## **2. DEUX PROBLÈMES NON RÉSOLUS DANS L'EST**

La raison principale pour laquelle l'Ouganda, le Rwanda et -dans une moindre mesure- le Burundi intervinrent au Congo à l'automne 1996 est lié à leur sécurité. Des mouvements rebelles d'Ouganda(ADF), du Rwanda (l'armée du précédent gouvernement FAR et les milices interahamwe) et du Burundi (CNDD-FDD) utilisaient le territoire congolais comme base d'assaut et de repli; dans une certaine mesure, ils bénéficiaient de complicité (au moins passive) et de toute façon le contrôle territorial de l'état effondré était nominal, tout au plus. Dans le cas du Rwanda, tout particulièrement, la présence de camps énormes de réfugiés hutu, qui abritaient des éléments armés hostiles, près de la frontière, constituait une menace majeure dans le contexte d'une guerre civile qui s'étendait à l'intérieur de ses frontières depuis

---

<sup>2</sup> Sur le rôle des pays voisins, voir REYNTJENS, F., "La rébellion au Congo-Zaïre, une affaire de voisins", *Hérodote*, n°. 86-87, 1997, pp. 57-77.

1995. L'élimination de cette menace était la principale raison pour la décision de Kigali d'intervenir militairement dans l'Est du Zaïre.

Le prétexte, ou la feuille de vigne pour ainsi dire, pour une opération qui était manifestement interdite par le droit international, était un autre problème non résolu dans la région zaïroise du Kivu: le statut des 'populations à nationalité douteuse', un nom code pour les gens d'expression kinyarwanda (les banyarwanda) dans cette région. Bien que ceux-ci comportent et hutu et tutsi, les premiers s'étaient souvent alignés sur les groupes ethniques 'autochtones', et menaçaient ainsi la position des derniers, qui -pour diverses raisons- étaient bien moins intégrés<sup>3</sup>. L'impression de beaucoup de dirigeants 'autochtones', que les Banyarwanda tutsi privilégiaient les liens ethniques avec le régime rwandais par-dessus les liens nationaux, jetait le doute sur leur loyauté, ce qui amena des remises en cause de plus en plus persistantes, et à l'occasion violentes, de leurs droits de citoyens. Début 1996, les Tutsi du Nord-Kivu furent les victimes de pogroms et dans une certaine mesure, de purification ethnique. Au milieu de 1996, une campagne identique débuta dans le Sud-Kivu, en particulier contre les Banyamulenge, un groupe tutsi vivant traditionnellement dans les hauts-plateaux de l'Itombwe, dans la région d'Uvira. Cependant, ils choisirent de résister et ils en avaient les moyens: beaucoup de Banyamulenge servaient dans l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), et depuis mi-1996 l'APR entraînait des Banyamulenge et envoyait des armes et des munitions dans le Sud-Kivu. La 'rébellion des Banyamulenge', qui débuta en septembre 1996 avec un soutien massif rwandais et qui fut le début d'une campagne qui amena Kabila au pouvoir, fut dès lors la combinaison de deux agendas: une résistance réelle des Tutsi congolais qui craignaient des représailles, et l'instrumentalisation de cette lutte par le régime rwandais afin de couvrir l'intervention de l'APR au Zaïre<sup>4</sup>.

Contrairement aux attentes des parrains de Kabila, le nouveau régime installé à Kinshasa s'avéra incapable, ou peu disposé, à résoudre les deux problèmes initialement à l'origine de la guerre de 1996-7: la sécurité des voisins de l'est et le statut des Tutsi congolais. En effet, ces problèmes devinrent plus graves qu'auparavant. Bien que des accords de sécurité aient été signés par le régime de Kabila avec l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, le Congo resta une source d'insécurité et la base de départ d'attaques contre ces voisins. Frustrés par ce qu'ils percevaient comme 'l'hégémonie tutsi' dans la

---

<sup>3</sup> A ce propos, voir REYNTJENS, F. et MARYSSE, S. (eds), *Conflits au Kivu: antécédents et enjeux*, Centre d'Etude pour la Région des Grands Lacs d'Afrique, 1996.

<sup>4</sup> Bien que l'implication de l'APR était bien établie depuis octobre 1996, cela prit neuf mois au Vice-Président, le général Paul Kagame pour admettre l'évidence, voir J. Pomfret 'Defense Minister says Arms, Troops Supplied for anti-Mobutu Drive'.

région, un nombre croissant de milices locales, telles les *mai-mai* et les Bembe, prêtèrent leur aide aux groupes rebelles ougandais, rwandais et burundais; en certaines occasions, même des éléments des nouvelles Forces Armées Congolaises (FAC) apportèrent leur appui aux insurgés, par exemple en les escortant jusqu'à la frontière rwandaise pour leurs opérations de commando. A l'automne 1997, ceci était devenu un souci majeur. En privé, des officiels en Ouganda et au Rwanda affirmaient que les deux pays avaient exhorté Kabila à mettre plus de ressources militaires dans la région ou d'autoriser les forces des pays voisins à 'faire leur travail'<sup>5</sup>. L'ancien Sous-Secrétaire d'Etat américain pour les affaires africaines, Herman Cohen, était très clair: 'le Rwanda affirme que le Kivu oriental doit être en des mains amicales et les seules mains amicales sont tutsi... Les autres ne supporteront pas l'hégémonie tutsi dans la région, ainsi ils donneront un abri sûr à ceux qui renforceraient leur cause, y compris les Hutus rwandais défaits et les soldats zaïrois'<sup>6</sup>. Au printemps 1998, des préparatifs pour une opération conjointe rwando-ougandaise étaient largement discutés dans la région et signalés dans les média internationaux.

Le second problème non résolu est celui du statut des Banyarwanda et des Tutsi congolais en particulier. Les sentiments anti-rwandais qui existaient avant la guerre s'aggravèrent. Une des raisons pour cette détérioration continue était l'attitude de nombreux Tutsi rwandais et congolais, tant civils que militaires, qui se comportaient comme s'ils étaient en territoire occupé. Les populations locales étaient harcelées, insultées et humiliées; les 'libérateurs' confisquaient des appareils ménagers, des équipements de communication, des voitures, du bétail et des maisons; les chefs traditionnels étaient dégradés et ridiculisés, certains furent même tués; les meilleures positions dans la nouvelle administration et dans l'armée allèrent aux 'nouveaux dirigeants'; des milliers de civils furent tués dans des opérations anti-insurrection par l'APR et des éléments banyarwanda des FAC. Déjà fin 1996, nombre d'organisations et de mouvements avaient commencé à émerger, dont l'objectif affirmé était de combattre 'l'hégémonie tutsi' et qui utilisaient un langage violemment anti-tutsi. Deux exemples suffiront à illustrer cette tendance. En décembre 1996, un *Conseil de la Résistance et de la Libération du Kivu* (CRLK) annonça son intention de 'refuser totalement la cohabitation avec les réfugiés tutsi et n'importe quelle négociation avec l'ennemi, les tutsi; et de chasser les Hima du territoire de l'Est du Zaïre'. Les comptes-rendus des réunions du CRLK suggèrent l'émergence d'un 'front

---

<sup>5</sup> MC KINLEY, J.C., "Mobutu is gone, but Fighting Goes On", *International Herald Tribune*, 14 October 1997.

<sup>6</sup> DAVIES, K., "Workers Report Fighting in Congo", *Associated Press*, Nairobi, 10 septembre 1997.

bantou': il y est notamment question de 'contacts incessants avec les mouvements pour la libération du peuple bantou tels le Palipehutu et le Frolina' (mouvements hutu rebelles burundais). En octobre 1997, un Mouvement National pour la Sauvegarde de la Démocratie (MNSD), qui semble être lié aux milices *mai-mai*, proclamait que 'les abus des militaires tutsi...ont provoqué l'antipathie et même la haine parmi les groupes ethniques dans la région (Hunde, Nyanga, Tembo, Hutu, Nande, Vira, Fuliru...) à l'encontre des populations tutsi'. Il dénonçait un plan 'd'annexion pure et simple de l'est du Zaïre par le Rwanda, même au prix du sang'. Beaucoup d'autres déclarations reflétaient ce fort sentiment anti-tutsi croissant.

Il est clair que, dans le contexte d'une extension extra-territoriale du conflit rwandais, l'ensemble de la région est entré dans une phase de profonde dualisation<sup>7</sup>. Comme résultat d'une ethnogenèse instantanée, les 'Bantou'<sup>8</sup> s'opposent aux 'Hima', 'Hamites' ou 'Nilotiques', tout comme les Hutu sont opposés aux Tutsi au Rwanda et au Burundi. Pour cette raison, le schéma ethnique bipolaire, dont l'instrumentalisation a coûté tant de vies au Rwanda et au Burundi, infecte maintenant toute la région des Grands Lacs. L'anti-tutsisme est renforcé par la crainte d'une extension de l'espace politico-militaire rwandais dans la région du Kivu. Cette crainte est encore amplifiée par la présentation de cartes du 'Grand Rwanda' par des officiels rwandais au début de la guerre de 1996-7, par la façon dont l'APR ignore les frontières internationales (dans la Région des Grands Lacs, l'armée rwandaise est surnommée 'soldats sans frontières') et par la promotion dans les milieux considérés comme proches de Kigali du concept de 'citoyenneté transfrontalière'.

### 3. LE DEVOIR D'INGRATITUDE DE KABILA<sup>9</sup>

Dès que Kabila eut pris le pouvoir, il fut confronté à un grave dilemme. Déjà durant la rébellion, il était clair que sa propre base militaire et politique était étroite et que des forces externes -principalement le Rwanda et l'Ouganda

---

<sup>7</sup> LUBALA, E., "La situation politique au Kivu: vers une dualisation de la société", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1997-1998*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp.307-333.

<sup>8</sup> Il convient de rappeler que 'Bantou' réfère à une classification linguistique ('langues bantou') et que, scientifiquement parlant, l'idée d'un groupe ethnique 'bantou' n'a pas de sens. En réalité, certains 'bantous' parlent des langues nilotiques alors que certains 'nilotiques' parlent des langues bantoues.

<sup>9</sup> L'expression vient de Colette Braekman. 'La Quadrature du cercle, ou l'ingratitude obligée' (*Kabila prend le pouvoir*, Bruxelles, GRIP-Editions Complexe, 1998, pp.175-80).

pendant la première phase de la guerre, l'Angola (en partie par le biais des 'Gendarmes Katangais') pendant la seconde phase- l'avaient amené au pouvoir. Bien qu'il ait été bien accepté initialement, ne fut-ce que parce qu'il avait renversé Mobutu et mis fin aux exactions commises par les FAZ, cette dépendance devint vite une hypothèque en termes de légitimité interne. La présence continue et visible de troupes et d'officiers étrangers, principalement de l'APR, fit naître les accusations que Kabila n'était qu'une marionnette du Rwanda et, dans une moindre mesure, de l'Ouganda. Quand le général Paul Kagame, le vice-président rwandais, reconnut, en vérité revendiqua, que le Rwanda avait joué un rôle décisif dans la guerre, cela constitua un sérieux embarras pour le nouveau régime congolais. Kabila démentit l'information immédiatement et annonça qu'il 'sommait' Kagame d'expliquer sa revendication<sup>10</sup>; le ministre congolais Etienne Mbaya accusa la presse de déformer les propos<sup>11</sup> de Kagame et son collègue Mwenze Kongolo refusa de confirmer que l'APR avait participé à la guerre, ajoutant que 'ce pays est le nôtre. Ce n'est pas le territoire de Kagame'<sup>12</sup>.

Depuis l'automne 1997, le régime de Kinshasa essaya d'être perçu comme se 'libérant' de ce que l'opinion congolaise percevait de plus en plus comme une main-mise rwandaise. Des tentatives pour atténuer la présence militaire rwandaise à l'Est, par l'acheminement de troupes d'autres régions, se traduisirent par des tensions, et même des confrontations violentes entre les éléments non-tutsi des FAC et l'APR. Dans un communiqué publié le 4 décembre 1997, l'organisation congolaise des droits de l'homme AZADHO demanda au gouvernement 'de lever l'ambiguïté concernant la nationalité des soldats dans la province du Kivu et de s'assurer que les soldats de l'armée rwandaise soient interdits d'y opérer, sous quelque prétexte que ce soit.' Entretemps, le régime de Kinshasa était de plus en plus embarrassé par les tentatives de l'équipe d'enquête du Secrétaire Général des Nations-Unies d'enquêter sur les violations massives des droits de l'homme pendant l'avancée de la rébellion; alors que c'était le gouvernement congolais qui entravait systématiquement le travail de l'équipe (qui fut finalement retirée au vu de tous les obstacles qui lui étaient opposés)<sup>13</sup> et en paya le prix en termes de relations publiques internationales, il réalisa qu'il faisait le sale travail de Kigali, puisque la plupart des massacres de réfugiés hutu rwandais avaient été perpétrés par l'APR. Voilà donc le dilemme de Kabila: soit il pointait un doigt

---

<sup>10</sup> *Reuter*, Nairobi, 16 July 1997.

<sup>11</sup> *AFP*, Kinshasa, 15 July 1997.

<sup>12</sup> *AFP*, Johannesburg, 13 July 1997.

<sup>13</sup> Malgré les obstacles un rapport fut publié: CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES, *Rapport de l'Equipe d'enquête du Secrétaire-Général sur les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo*, 29 juin 1998, S/1998/581.

accusateur vers ses alliés rwandais (au risque de les aliéner et, en même temps, d'admettre qu'ils avaient mené sa guerre) soit il assumait l'entière responsabilité (et reconnaissait être coupable de crimes contre l'humanité, voire même - peut-être - de génocide).

Début 1998, les signes d'une dégradation des relations entre le régime de Kabila et ses parrains rwandais et ougandais devinrent de plus en plus visibles. Le 6 avril, des organisations civiles dans le Sud-Kivu mirent en garde contre 'des menaces d'une agression étrangère' et remarquèrent une forte concentration de troupes étrangères de l'autre côté de la frontière et des infiltrations massives d'hommes dans la région d'Uvira. Le Rwanda et l'Ouganda refusèrent d'assister à un sommet que Kabila voulait organiser le 17 mai pour marquer le premier anniversaire de sa prise de pouvoir. Le 22 mai, Victor Mpoyo, un ministre considéré comme très proche de Kabila, avertit Museveni de 's'occuper de ses propres affaires plutôt que de dénigrer le Président Kabila'. Mpoyo accusa aussi un officiel ougandais non identifié de frauder du bois, de l'or et des diamants du Congo; il faisait probablement allusion à Salim Saleh, le frère de Museveni. Le 11 juillet, le Rwandais James Kabari fut remplacé par Célestin Kifwa comme chef d'état-major des FAC. Quatre jours plus tard, l'armée ougandaise installait un quartier-général à Ntabi, à 15 km à l'intérieur du territoire congolais. La goutte proverbiale vint le 26 juillet quand, en guise de mesure contre un coup militaire qui serait en préparation, Kabila intima aux troupes rwandaises et étrangères l'ordre de quitter le pays. La guerre était devenue inévitable.

#### **4. ALLIANCES MOUVANTES**

Dans les jours qui suivirent la décision de Kabila, des témoins rapportèrent de forts mouvements transfrontaliers de troupes rwandaises et ougandaises. Le 2 août, les combats commencèrent presque simultanément dans les zones est de Goma, Bukavu et Uvira, et à Kinshasa où des troupes rwandaises et banyamulenge tentaient de prendre les camps Tshatshi et Kokolo. Dans un communiqué lu à la radio 'La Voix du Peuple' basée à Goma, le 10<sup>e</sup> bataillon des FAC annonça qu'il entrait en rébellion contre Kabila: 'Nous, l'armée de la République Démocratique du Congo avons pris la décision de destituer le président Laurent-Désiré Kabila' dit le commandant du bataillon, Sylvain Mbuki<sup>14</sup>. Le 5 août, pour la première fois il fut fait mention d'un mouvement rebelle, qui cependant ne reçut un nom (Rassemblement Congolais pour la Démocratie - RCD) et une direction provisoire que le 12 août. Tout comme en 1996, une structure congolaise

---

<sup>14</sup> *Reuter*, Kinshasa, 3 août 1998.

suivit de quelque temps le début de l'insurrection déclenchée par les voisins de l'est. Alors que initialement la rébellion se répandait rapidement dans l'est avec des troupes ougandaises, rwandaises et burundaises comme fer de lance de l'offensive, le 4 août des forces rebelles lancèrent également une opération aéroportée audacieuse dans le Bas-Congo, à l'ouest de Kinshasa. Sous les ordres de James Kabari, des troupes rwandaises, ougandaises et banyamulenge saisirent rapidement la base militaire de Kitona et capturèrent une zone s'élargissant rapidement, comprenant le port de Matadi et le barrage et la station d'Inga. Bien que risquée, les dividendes potentiels de cette action, qui portait la signature du Général Kagame, fut énorme puisque non seulement il menaçait directement Kinshasa, mais aussi il clouait les réserves des FAC à l'ouest, empêchant ainsi des renforts d'être acheminés vers l'est.

Cependant, c'est ici que la nouvelle guerre s'avéra ne pas être une simple répétition de la rébellion de 1996-7. Alors que cette dernière rencontrait un support quasi unanime de l'intérieur et de l'extérieur du pays, l'alliance -dont le but était le renversement de Mobutu- n'en était pas moins, comme déjà dit précédemment, conjoncturelle et partant fragile. Cette fragilité s'extériorisa immédiatement en août 1998, quand les coalitions commencèrent à changer d'une façon spectaculaire presque en l'espace d'une nuit: raisonnant à nouveau selon la logique que 'l'ennemi de mon ennemi est mon ami', les alliés de hier devinrent des adversaires. Sur le front ouest Kabila fut sauvé par l'intervention d'un corps expéditionnaire angolais, envoyé en renfort suite à une décision prise le 19 août à Harare quand le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola répondirent favorablement à une demande d'assistance dans le cadre de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) dont le Congo était devenu membre. Des tentatives d'infiltrations de troupes rebelles à Kinshasa furent défaites par les troupes congolaises et encore plus, par la population locale, appuyées par l'armée zimbabwéenne. L'Angola et le Zimbabwe envoyèrent des milliers d'hommes en appui, et la Namibie en envoya quelques centaines. A la fin de septembre, le Tchad, la Libye et le Soudan étaient entrés dans l'arène, directement ou indirectement et plusieurs états francophones ouest africains avaient exprimé leur soutien politique à Kabila, condamnant l'agression contre la RDC lors d'un sommet tenu à Libreville, au Gabon le 24 septembre. Ceci devenait donc rapidement, selon les propos du Sous-Secrétaire Américain aux Affaires Africaines, Susan Rice, 'la première guerre mondiale africaine'.

Nous ne pouvons entamer une discussion détaillée des motivations animant l'alliance qui soutient Kabila. Brièvement on peut cependant avancer ce qui suit. L'Angola s'inquiétait de deux évolutions. Les généraux Nzimbi et Baramoto de l'ancien président Mobutu avaient été vus à Kigali avant que la guerre n'éclate et quelques politiciens du régime Mobutu avaient ouvertement rejoint l'Alliance, tout comme le firent certaines unités des ex-FAZ. De plus,

les renseignements angolais étaient convaincus qu'il y avaient des contacts entre l'UNITA et la direction rebelle et ses parrains. Dans la perspective probable d'une reprise de la guerre civile (ce qui se concrétisa quelques mois plus tard), le choix pour Luanda était clair, même si les relations avec Kabila étaient loin d'être parfaites. Les raisons de l'implication du Zimbabwe étaient diverses. Le Congo avait une dette importante vis-à-vis du Zimbabwe à la fin de la guerre de 1996-7, et les Zimbabwéens étaient inquiets quant à son remboursement dans le cas d'un renversement de Kabila<sup>15</sup>. Une seconde motivation économique se retrouvait dans les efforts que des intérêts financiers zimbabwéens avaient consentis ces dernières années pour pénétrer le marché congolais et pour investir dans le secteur minier, partiellement aux dépens d'entreprises sud-africaines; certains des associés en affaires du président Mugabe et des officiers de haut rang perdraient de gros capitaux si Kabila était défait. Finalement, le 'vieux révolutionnaire' Mugabe voyait la crise congolaise comme une occasion de réaffirmer quelque peu son rôle dans la région, perdu au profit de l'Afrique du Sud de Mandela, et pour court-circuiter les nouveaux dirigeants tels Museveni et Kagame, qui étaient choyés -notamment par les Américains- et ceci au grand dam de Mugabe. Les réalignements allaient même plus loin. Ainsi, les *mai-mai* dans l'est, qui avaient combattu Kabila même avant qu'il ne vint au pouvoir, maintenant s'alliaient à lui dans le contexte d'une coalition 'anti-tutsi'. Dans la même logique, un revirement encore plus spectaculaire amena les ex-FAR et les milices *interahamwe* dans le camp de Kabila, bien que moins d'un an auparavant, les hutu rwandais eussent essuyé des pertes massives pendant et après la rébellion précédente, de la part de Kabila et de ses alliés de naguère. Les FAR furent ramenées des pays voisins, réarmées, réentraînées et déployées massivement sur les fronts nord et sud. Un rapport des Nations-Unies remarque que 'les alliances changeantes dans et autour de la RDC ont d'une façon inattendue travaillé en faveur des forces du gouvernement rwandais précédent', parce que les ex-FAR et les milices *interahamwe* 'sont maintenant devenues une composante significative de l'alliance internationale contre les rebelles congolais et leurs parrains présumés, le Rwanda et l'Ouganda'. La commission trouve 'profondément choquant' que cette 'nouvelle relation ait conféré une forme de légitimité aux *interahamwe* et aux ex-FAR'<sup>16</sup>. Enfin, le Soudan, qui avait soutenu le régime Mobutu contre la rébellion de Kabila, soutient maintenant Kabila contre la nouvelle rébellion; le contexte ici est bien sûr le conflit qui oppose Khartoum à Kampala.

---

<sup>15</sup> Le montant exact dû, principalement à l'entreprise d'état Zimbabwe Defence Industries (ZDI), est inconnu, mais les estimations vont de 40 millions \$US à 200 millions \$US.

<sup>16</sup> UN SECURITY COUNCIL, *Final report of the International Commission of Inquiry (Rwanda)*, 18 November 1998, S/1998/1096, paras 86-87.

## 5. CONCLUSION

Il est clair que, depuis 1996, le Congo est devenu le champ de bataille où des acteurs militaires, des armées gouvernementales aussi bien que des groupes armés non-gouvernementaux, livrent leurs guerres extra-territorialement et où des acteurs économiques, souvent de nature maffieuse, poursuivent des intérêts à court terme dans ce qui relève d'avantage du pillage que de l'entrepreneuriat. La complexité de la situation est encore renforcée par le nombre d'acteurs: rien que dans la région des Grands Lacs, quatre armées gouvernementales, deux anciennes armées et plus d'une douzaine de groupes rebelles et de milices ethniques sont actuellement engagées dans des confrontations violentes. Ceci se passe dans une région aux frontières extrêmement perméables, avec des états instables et un afflux d'armes considérable et incontrôlé. Le phénomène sans cesse croissant des seigneurs de guerre n'est pas étonnant dans un tel contexte, d'autant plus qu'il est de l'intérêt de certains acteurs que la guerre, l'instabilité et l'absence d'un état perdurent au Congo. Ainsi le *Daily Mail* tanzanien du 14 janvier 1999 cite six compagnies opérant dans l'est du Congo, dans lesquelles la femme du Président Museveni, son frère, le Vice-Président Paul Kagame et James Kabari sont censés avoir des intérêts. Nombre d'officiers ougandais et rwandais sont impliqués dans des activités extractives et commerciales qui ne seraient pas possibles dans un environnement stable; le Rwanda exporte actuellement des diamants, bien qu'il n'en produise pas un seul carat. Les bénéfices de ces activités financent, au moins partiellement, l'effort de guerre des voisins; de ce point de vue, le Congo, qu'il le veuille ou non, finance sa propre déstabilisation.

Une autre conséquence à long terme des deux guerres successives a déjà été mentionnée et doit être soulignée: l'extension au niveau régional d'un antagonisme ethnique -de hutu contre tutsi à bantou contre nilotique- peut bien s'avérer être un obstacle durable à la paix dans le futur. Cette ethnogenèse a largement infectée de grandes parties de l'Afrique, à tel point que le président Mugabe justifia l'implication zimbabwéenne au Congo en avançant que la renaissance d'un 'empire tutsi-hima du 19<sup>e</sup> siècle' (qui, soit dit en passant, n'a jamais existé) devait être combattu. De même, certains dirigeants angolais ont découvert leur 'bantouité' et exprimé des inquiétudes face à l'hégémonisme nilotique. En réalité, les opérations de l'armée rwandaise dans la région des Grands Lacs ont compromis plutôt que garanti la sécurité des Tutsi congolais, qui ont tardivement réalisé que l'utilisation de leur situation par Kigali est devenue une menace pour leurs relations de bon voisinage avec les non-tutsi et, par conséquent, leur perspective de survie à

long terme. Des déclarations faites par des représentants des banyamulenge et des accrochages entre militaires banyamulenge et l'APR dans le Sud-Kivu à la fin de janvier 1999 confirment cette prise de conscience croissante.

Une troisième conclusion concerne l'absence relative et l'impuissance de la soit-disant communauté internationale. Ceci se passe -non seulement en Afrique Centrale- seulement dix ans après les expressions d'une croyance largement répandue en un 'nouvel ordre mondial', une politique de conditionalité, une diplomatie préventive et la gestion des conflits. Alors que l'Afrique Centrale implose, et qu'une immense ligne de front se développe qui relie une série de conflits impliquant, directement ou indirectement, une douzaine de pays, le silence de la communauté internationale est assourdissant. Son inactivité est frappante au vu d'un conflit qui n'a pas seulement d'immenses conséquences humanitaires mais aussi bien un impact continental potentiel. Le manque d'intérêt et d'idées, et de place dans l'agenda international peuvent être une raison, mais une autre est sans conteste le fait que les leviers extérieurs sur des situations internes et régionales s'avèrent en effet très limités. Des acteurs locaux, nationaux et régionaux définissent le programme, et ils le font en poursuivant ce qu'ils perçoivent comme leurs propres intérêts, généralement à court terme. Après la rébellion de 1996-7, le Commissaire Européen Emma Bonino disait que l'intervention des voisins du Congo était 'la face désagréable de l'assertivité africaine'<sup>17</sup>. En effet, il convient de se demander si 'l'africanisation' des interventions dans les affaires internes des états constitue un progrès comparée aux expériences des interventions précédentes françaises, américaines ou belges sur le continent. Tout comme leurs prédécesseurs du nord, les pays de la région sont inspirés par des considérations de *Realpolitik* et la promotion de ce qu'ils considèrent comme leur intérêt national ou, même pire, ce que les élites perçoivent comme leur intérêt personnel ou factionnel. Les considérations sur la bonne gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme en sont absentes. En intervenant unilatéralement, les états de la région ont non seulement agi en violation du droit international, et hors des mécanismes de prévention et de gestion de conflits des Nations-Unies et de l'OUA, mais ils ont aussi ouvert la boîte de Pandore contenant les germes d'instabilité et de violence à venir.

Un dernier point mérite d'être soulevé. Bien que le Congo soit, pour les raisons explicitées ci-dessus, en lui-même un facteur de déstabilisation, il a neuf voisins, dont sept sont instables de façon endémique ou aigue. Pour cette raison, même si le Congo arrivait à se redresser en tant qu'entité politique cohérente, ceci n'amènerait pas nécessairement une stabilité régionale. Ainsi, par exemple, aussi longtemps que l'actuel régime rwandais poursuit sa manière prédominante de gestion militaire d'un espace politique interne et

---

<sup>17</sup> *Reuter*, Bruxelles, 13 juillet 1997.

régional, ses politiques de domination ethnique et d'exclusion, et ses violations massives des droits de l'homme, l'est restera instable, quelle que soit l'évolution au Congo. Pareillement, des effets de débordement proviennent des pays voisins comme l'Angola et le Soudan. Pour cela, en termes de résolution de conflits, une approche multi-directionnelle est requise, combinant la recherche de solutions politiques internes à des problèmes internes dans tous les pays de la région avec la recherche de solutions régionales à des problèmes régionaux. Cependant, comme ces pays sont dans différentes phases du cycle conflictuel, la stabilisation parallèle requise de tous ces problèmes est improbable dans un avenir proche. Ainsi en plein centre du continent, une 'renaissance africaine' est un rêve lointain.

Anvers, mars 1999

